Trop chers les services publics et la fonction publique ?

Ce qu'il y a de formidable avec le discours gouvernemental actuel, c'est l'impossibilité supposée pour les syndicalistes que nous sommes à formuler la moindre revendication tant les ressources budgétaires de l'Etat seraient inexistantes.

Dans le cadre de la préparation budgétaire 2011, le gouvernement - Premier ministre et ministre des finances publiques en tête - s'est efforcé de communiquer sur la « rigueur » nécessaire pour contenir le déficit et la dette publics.

Avec un objectif de « réduction historique » du déficit jusqu'à 3% du produit intérieur brut à l'horizon 2013, il vise une économie totale de 100 milliards d'euros pour cette même année.

Dans ce contexte budgétaire, ne serait-il pas plus raisonnable de laisser tomber toute revendication et mobiliser plutôt notre énergie à la réalisation de gains de productivité permettant d'économiser (donc de détruire) encore plus d'emplois publics par exemple ?

C'est à cette conclusion que les tenants de la rigueur tentent d'amener l'ensemble des salariés et des citoyens. Pourtant, l'examen approfondi de la politique budgétaire menée depuis l'accession de Nicolas Sarkozy à l'Elysée montre qu'il y a des raisons politiques à l'approfondissement du déficit public constaté, ses mesures en matière de recettes fiscales notamment.

Exonérer toujours plus les riches et les profits de l'impôt et de la solidarité…

S'il est une constante de la politique fiscale actuelle, le débat récurrent sur le bouclier du même nom l'a montré, c'est que l'impôt des plus riches, des entreprises et/ou des actionnaires devait être réduit. Depuis 2007, depuis l'adoption de la loi dite TEPA, de nombreuses mesures fiscales sont ainsi intervenues en réduction des recettes fiscales de l'Etat : la réforme de l'impôt sur les sociétés (- 22,5 milliards d'euros en 2008), le bouclier fiscal bien sûr (- 600 millions d'euros en 2010), la création de niches fiscales liées à l'investissement dans les PME ou en Outre-mer, la réduction de la TVA dans la restauration (2,5 milliards d'euros)…

A ces mesures, il convient d'ajouter les dépenses de l'Etat qui compensent les exonérations de charges sociales des entreprises (dues à la Sécurité sociale par exemple), au titre de politiques de soutien à l'emploi dont l'efficacité est contestée par la Cour des comptes elle-même : près de 30 milliards d'euros pour l'année 2009.

Sans parler plus globalement des pertes de recettes dues aux nombreuses « niches fiscales » (près de 500) chiffrées à près de 70 milliards en 2007 par la Commission des finances de l'Assemblée nationale, qui ne datent certes pas d'hier et qui ne profitent certes pas toutes aux plus riches.
La liste de ces données montre bien que le débat sur le déficit et la dette publique tel qu'il est mené par le gouvernement est tronqué. Il ne retient que les dépenses sociales à réduire (cf. la contre-réforme des retraites qu'il souhaite imposer au pays ou la RGPP frappant de plein fouet la fonction publique) mais pas du tout les cadeaux fiscaux qu'il accorde largement aux entreprises ou aux plus riches au nom d'une efficacité économique contestée, y compris jusque dans son propre camp.

De la même manière, les arguments du gouvernement en matière de politique fiscale font fi d'une réalité qui a cours sous nos yeux et qui a trait à la répartition des richesses dans notre pays.

Année après année, les bénéfices des entreprises du CAC 40 sont de plus en plus distribués aux actionnaires, sous la forme de dividendes, plutôt que mobilisés pour l'investissement productif ou bien reversés aux travailleurs sous la forme d'augmentation de salaire. A titre d'exemple, en 2009, ces entreprises ont réalisé 49,75 milliards d'euros de profits (47 milliards pour le seul 1er semestre 2010) et ont distribué à leurs actionnaires environ 30 milliards, soit un taux de distribution de 60%. On est bien loin du vœu pieux de Nicolas Sarkozy envisageant que les profits soient répartis équitablement : 1/3 pour les salariés, 1/3 pour les investissements et 1/3 pour les actionnaires (mais où est-donc passé le projet loi ???). Avec le bouclier, les niches réservées aux riches et la réforme de l'impôt sur les sociétés, la contribution fiscale de ces milliards d'euros a été limitée, creusant toujours un peu plus le déficit et allongeant ainsi la dette publique.

Réduire toujours plus les dépenses sociales

Selon le gouvernement, si la dette publique explose, c'est la faute aux dépenses publiques. Voilà ce qui justifie à ses yeux les dizaines de milliers de suppressions d'emplois publics et le gel des salaires, le gel des reversements de l'Etat aux collectivités territoriales et autres réjouissances ultralibérales. Pourtant, les dépenses publiques sont restées constantes par rapport au produit intérieur brut. Légèrement supérieures à 50% du PIB (52,7% en 2007), elles ont augmenté en valeur absolue mais dans les mêmes proportions que le PIB.

Dans ce contexte et dans le cadre de la préparation budgétaire 2011/2013, il importe selon nous de se libérer du carcan idéologique du gouvernement. Oui, le déficit public et la dette qui en résulte sont des sujets importants qu'il ne faut pas rayer d'un trait de plume (ne serait-ce que parce que le budget de l'Etat engraisse de plus en plus les rentiers de cette dette publique). Non, le choix ne se résume pas à indiquer telle ou telle dépense d'utilité publique ou sociale à réduire, ou à supprimer, en intriguant pour que le service privé prenne la relève en espérant réaliser de juteux profits.

Nous pensons que le débat et l'action revendicative doivent également mobiliser pour une répartition des richesses plus justes, a fortiori en ces temps de crise, et pour une politique budgétaire et fiscale plus solidaire. Le maintien des services publics et de la fonction publique est à ce prix.